

Les conservateurs s'attaquent aux services postaux... par la porte d'en arrière

Soumis par : Pierre Ducasse

Introduction

Le 21 avril dernier, le gouvernement fédéral a annoncé la tenue de l'Examen stratégique de la Société canadienne des postes (ESSCP), un supposé processus de consultation sur l'avenir de notre service postal public universel.

1. Un manque flagrant de transparence

Premièrement, je partage les préoccupations du *Syndicat des travailleuses et travailleurs des Postes (STTP)* quant à la transparence entourant ce processus.

Sur un enjeu de cette importance, pourquoi ne pas au moins tenir des audiences publiques, ouvertes?

La nature secrète, à portes fermées, de cette supposée « consultation » est une indication claire de la direction du gouvernement. Quand on agit dans l'intérêt public, on n'a pas peur de tout mettre sur la table. Mais quand on agit subtilement pour de petits intérêts privés, alors vaut mieux le faire en cachette. La question se pose : qui (plus précisément quelles entreprises américaines) vont profiter de l'orientation qui est proposée?

2. Protéger nos services publics

Même si le document de consultation ne prend pas de position ferme, préférant soulever une série de questions, les orientations de droite au sein du document ressortent assez clairement.

Par exemple : « Quels services ou activités actuellement fournis devraient être maintenus à titre de privilèges exclusifs et lesquels devraient être assurés dans un environnement davantage concurrentiel? » (p.6).

Les questions soumises à la consultation sont fallacieuses et tendancieuses : elles ne traitent pas directement de la vraie question, du vrai problème. Ce vrai problème c'est la volonté de certaines firmes privées de réduire le champ de cet important service public pour le récupérer peu à peu en services à but lucratif privé. On constate cette même volonté dans d'autres secteurs publics, comme la santé.

Nous savons bien que, idéologiquement, le gouvernement conservateur n'est pas favorable à un secteur public fort, préférant privatiser.

3. La déréglementation et la concurrence

Le document de consultation dit exclure de la discussion la question de la privatisation de Postes Canada. Mais le document penche lourdement en faveur d'une déréglementation et d'une concurrence entre le service public de Postes Canada et des firmes privées. C'est ce qu'on pourrait appeler de la privatisation sournoise : ouvrir à la concurrence va réduire les avantages d'avoir un service public fort, notamment par des économies d'échelle.

Le processus, ici, est similaire à l'approche du gouvernement conservateur face à la Commission canadienne du blé. Au nom de la concurrence, on sape sans bonne raison les fondements d'un système qui fonctionne bien.

En ouvrant à la concurrence, la société d'État se retrouvera simplement à gérer les services moins rentables (notamment dans les régions), alors que le privé pourrait prendre en charge ce qui est plus profitable. Ceci va mener à de grandes inéquités.

Pourrait-on nous expliquer exactement quel est le problème que le gouvernement veut régler? Postes Canada est un service public efficace : pourquoi s'y attaquer sinon pour des raisons idéologiques conservatrices?

Protégeons nos services publics et leurs employés!

Pour ma part, j'appuie fortement le *Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes*, ainsi que la vision qu'il présente dans le document *Notre vision du service postal*.

Pierre Ducasse

(Qc)